

La répartition des recettes publiques entre les niveaux d'administration

Les recettes publiques ne sont pas collectées de la même manière au niveau central, au niveau des États fédérés et au niveau local, car ces différents niveaux d'administration n'ont pas la même aptitude à lever des impôts et à prélever des cotisations sociales. Le volume des impôts perçus par les administrations infranationales peut être considéré comme un indicateur de leur autonomie budgétaire, et le volume de transfert de recettes entre les divers niveaux d'administration comme un indicateur d'interdépendance budgétaire. Toutefois, les recettes incluent à la fois les impôts propres et les impôts partagés et, pour ces derniers, il n'y a aucune capacité budgétaire autonome. Les limites imposées aux administrations infranationales en ce qui concerne la fixation de l'assiette, des taux et des allègements applicables aux impôts locaux pèsent sur leur aptitude à générer leurs propres sources de recettes et, potentiellement, à mieux assurer des biens et services publics « sur mesures ».

En 2013, en moyenne, ce sont les administrations centrales qui ont perçu la majeure partie des recettes des administrations publiques (50.6 %), devant les administrations d'États fédérés (18.6 %) et les administrations locales (12.2 %), les 18.6 % restants étaient perçus par les administrations de sécurité sociale. Toutefois, la répartition des recettes publiques entre les niveaux d'administration peut être très variable selon les pays membres de l'OCDE. Plus de 85 % des recettes des administrations publiques étaient perçues par l'administration centrale en Irlande, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Norvège. En revanche, l'administration centrale percevait moins de 50.6 % des recettes publiques (soit le pourcentage moyen de la zone OCDE) en Pologne, en Corée, en Finlande, en Espagne, en France, au Canada, en Suisse, en Allemagne et au Japon. C'est au Danemark et en Slovaquie que la part de l'administration centrale dans les recettes publiques a le plus augmenté entre 2013 et 2014, et en Corée qu'elle a le plus baissé.

Parmi les pays de l'OCDE où l'échelon infranational a perçu une proportion particulièrement importante des recettes publiques en 2013, on peut distinguer deux catégories. Il y a, d'une part, trois pays fédéraux dont les administrations d'États fédérés ont collecté une part importante des recettes publiques : le Canada (43.6 %), les États-Unis (42.5 %) et l'Australie (38.0 %) ; et, d'autre part, des pays tels que la Suède, la Corée et le Japon, où les administrations locales ont perçu une part importante des recettes publiques (34.6 %, 33.9 % et 33.8 %, respectivement).

Méthodologie et définitions

Les données relatives aux recettes sont tirées de la base de données des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*, qui est conforme au *Système de comptabilité nationale (SCN)*. Ce dernier constitue un ensemble de règles approuvées au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN a été révisé, et la majeure partie des pays de l'OCDE ont mis en œuvre en tout ou partie la méthodologie actualisée du SCN 2008 (voir l'annexe A pour un complément d'information). Selon la terminologie du SCN, les administrations publiques se composent de l'administration centrale, des administrations d'États

fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Les administrations d'États fédérés n'existent que dans les neuf pays membres de l'OCDE dotés d'une structure fédérale : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Espagne (pays considéré comme quasi-fédéral), les États-Unis, le Mexique et la Suisse. Les données des graphiques 2.23 et 2.25 (consultable en ligne) ne tiennent pas compte des transferts entre les niveaux d'administration, afin de faire ressortir le poids de chaque sous-secteur dans les recettes totales des administrations publiques, lesquelles sont consolidées à ce niveau. En revanche, les données relatives à la répartition des recettes aux échelons de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés et des administrations locales tiennent compte des transferts entre niveaux d'administration. Le tableau 2.25, « Évolution de la répartition des recettes des administrations publiques entre les différents niveaux d'administration (2009-13 et 2009-14) », ainsi que les graphiques 2.26 et 2.27, « Composition des recettes des administrations d'États fédérés et des administrations locales », sont consultables en ligne aux adresses suivantes, respectivement : <http://dx.doi.org/10.1787/888933248298>, <http://dx.doi.org/10.1787/888933248307> et <http://dx.doi.org/10.1787/888933248315>.

Les recettes publiques englobent les impôts (impôts sur la consommation, le revenu, le patrimoine, la propriété et le capital, par exemple), les cotisations sociales nettes (par ex. les cotisations aux régimes de pensions, d'assurance maladie et de sécurité sociale ; « nettes » signifie déduction faite de la rémunération des régimes d'assurance sociale, le cas échéant), les aides et les autres recettes. Les aides peuvent provenir d'administrations étrangères, d'organisations internationales ou d'autres administrations publiques. Les autres recettes peuvent provenir de ventes, de redevances, de revenus de la propriété ou de subventions. Ces agrégats ne sont pas directement disponibles dans les *Statistiques sur les comptes nationaux* de l'OCDE, et ils ont été construits à partir de lignes budgétaires de sous-comptes (voir l'annexe B).

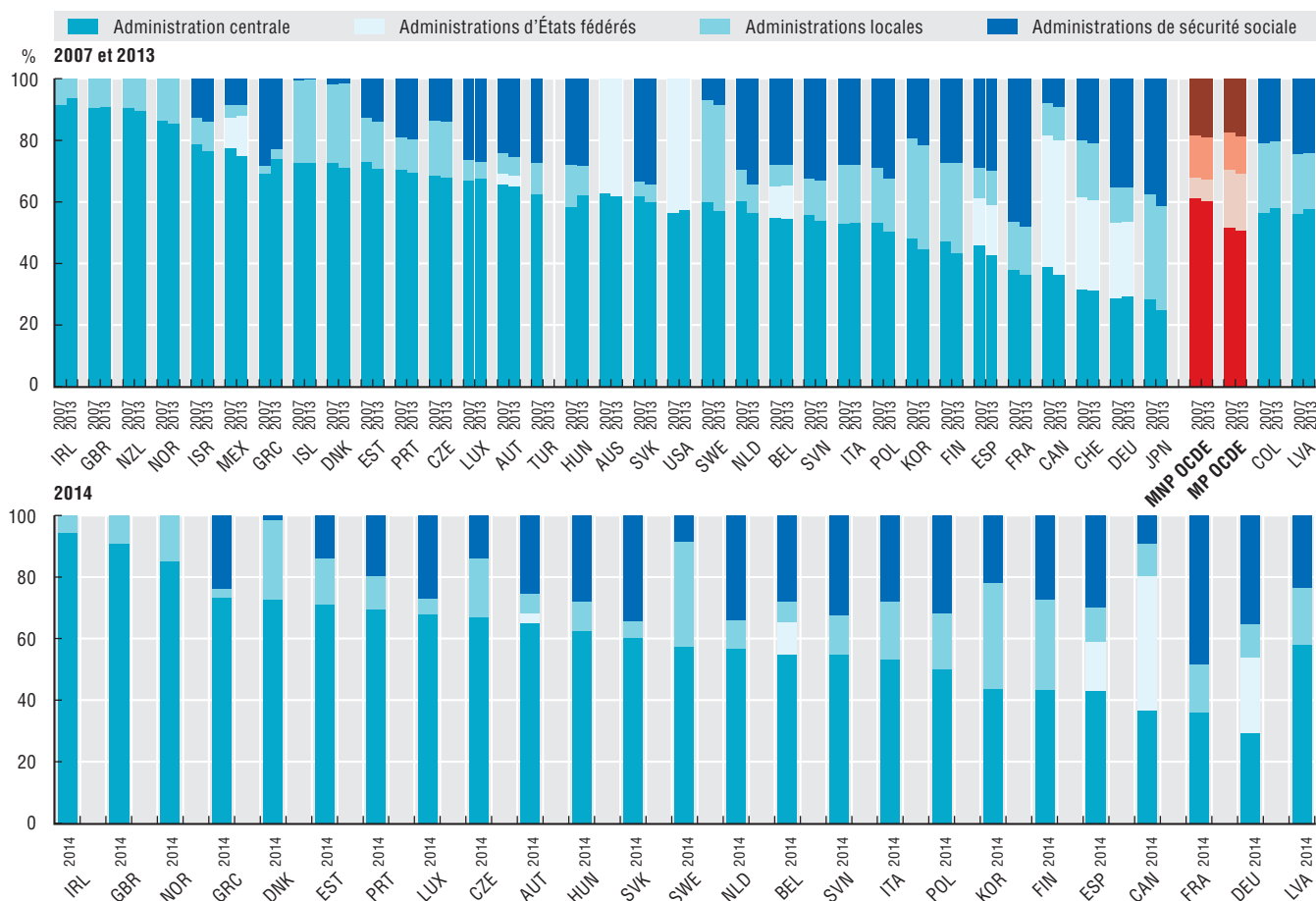
Notes relatives aux graphiques

On ne dispose pas de données pour le Chili. En Australie, il n'existe pas de système public d'assurance sociale. Les données relatives à l'Australie et à la Colombie portent sur 2012 et non 2013.

2.23 : En 2014, on ne dispose pas de données pour les pays non européens membres de l'OCDE (en dehors du Canada et de la Corée), ni pour l'Islande, la Turquie et la Suisse. Les données relatives à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne OCDE faute de certaines séries temporelles. Il n'est pas tenu compte des transferts entre les niveaux d'administration (sauf pour l'Australie, la Corée, le Japon et la Turquie). Les administrations locales sont comptabilisées dans la catégorie des « administrations d'États fédérés » pour l'Australie et les États-Unis. Les administrations de sécurité sociale sont comptabilisées dans la catégorie « administration centrale » en Irlande, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/8889332315602>.

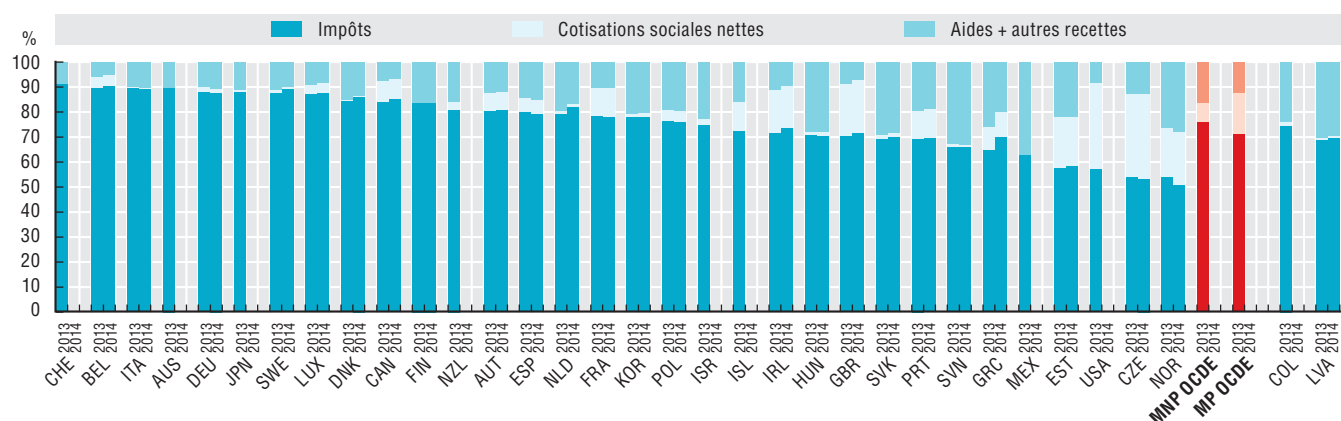
2.23. Répartition des recettes des administrations publiques entre les différents niveaux d'administration (2007, 2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347172>

2.24. Composition des recettes de l'administration centrale (2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347189>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « La répartition des recettes publiques entre les niveaux d'administration », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-15-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.